

# Document

## Partout dans le monde, la crise provoque un emballement des dettes publiques (25.09)

### **Le Monde – 23.09.**

Quelque 35 091 milliards de dollars : tel était, mercredi 23 septembre, le montant de la dette publique mondiale, selon l'horloge créée par le magazine britannique *The Economist*. L'ensemble de la richesse nationale créée en 2008 par les sept pays les plus riches du monde ne suffirait même pas à éponger cette dette. A force de vivre à crédit, le monde court-il à la banqueroute ? Pour le moment, en tout cas, il est au bord de l'hyper-endettement. Et l'accroissement incessant depuis ces dix dernières années des dettes publiques dans le monde va nécessiter de sérieux ajustements.

Les prévisions concernant l'évolution de ces dettes publiques sont alarmantes : l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a calculé que la dette publique devrait continuer de croître de 30 % entre 2007 et 2017. Selon ses estimations, la dette publique américaine passera de 63 % du produit intérieur brut (PIB), en 2007, à 103 % en 2017. Au Royaume-Uni, de 47 % à 125 %. En France, de 70 % à 99 %...

Laurence Boone, économiste chez Barclays Capital, a évalué que si rien n'est fait et que l'inflation revient à 2 %, la dette publique de la zone euro aura atteint 105 % du PIB en 2015 (66 % en 2007), celle de la Grèce 149 % (95 % en 2007), celle de l'Irlande 144 % (25 % en 2007) et celle de la France 106 % (64 %).

Manque de rigueur des Etats, dérives budgétaires, plans de relance, la dette publique avait déjà considérablement augmenté dans le monde depuis une vingtaine d'années, avant même que la crise et ses plans de secours n'obligent les gouvernements à faire exploser les finances publiques. La dette publique des pays de l'OCDE était ainsi passée de 59 % du PIB en 1987 à 75 % en 2007. Celle du Japon de moins de 60 % à 170 % du PIB.

Entre le début des années 1990 et 2008, tous les pays de l'OCDE ont été dans une situation de dérive des déficits, qui ont crû bien plus vite que leur croissance économique. Ils ont accumulé de la dette dans un contexte de croissance insuffisante pour faire baisser le ratio de dette publique sur PIB.

Et la situation ne risque pas de s'améliorer : les sociétés vieillissent, et la base d'actifs - ceux qui travaillent pour payer les impôts et financer les déficits - diminue, alors même que le vieillissement des populations va nécessiter davantage de dépenses, notamment liées à la santé. Selon l'Insee, il n'y aurait plus en France, en 2050, que 1,4 actif pour un inactif de plus de 60 ans, contre 2,2 en 2005.

Enfin, les dépenses liées à la crise financière ont accentué le problème, en augmentant les dettes. Et si leur objectif est aussi de restaurer la croissance, rien ne permet d'affirmer qu'elle sera assez robuste pour redresser la barre.

Surtout, *"dans tous les précédents efforts de réduction de la dette, il y avait un facteur important, en plus de la croissance et de la baisse des dépenses, qui était l'effet de la confiance sur les taux d'intérêt, relève Pierre Cailleteau, responsable de la notation des Etats chez Moody's. Beaucoup de pays sont parvenus par le passé à réduire leur niveau de dette publique grâce à la baisse des taux d'intérêt. Or aujourd'hui, le problème est qu'ils ne peuvent pas réellement compter sur cet élément puisque les banques centrales ont déjà dû baisser considérablement les taux d'intérêt"*.

La Banque centrale européenne (BCE) présente, elle, un tableau encore plus inquiétant dans son dernier bulletin mensuel. Elle y montre que pour faire passer sa dette publique de 78,5 % du PIB à 46 %, les Pays-Bas ont mis treize ans (entre 1994 et 2007). Treize ans pendant lesquels le pays a consacré chaque année 2,5 points de pourcentage de son PIB pour effectuer les ajustements nécessaires. La Finlande a mis quatorze ans, pour le diminuer de 24 points de pourcentage et l'Irlande douze ans pour le contracter de 69 points de pourcentage.

Enfin, il ne faut pas oublier non plus l'effet boule-de-neige de la charge de la dette. Selon l'agence Moody's, dans le pire des scénarios, - c'est-à-dire si la croissance est durablement faible, si l'Etat ne fait pas les ajustements nécessaires et s'il connaît des pertes sur les interventions effectuées pour stabiliser le système financier -, la France, qui a dû consacrer en 2008 5,7 % de ses recettes à rembourser les intérêts de sa dette, devra mobiliser 10,1 % de ses revenus en 2012. Les Etats-Unis 14 % (contre 6,3 %), l'Allemagne 10,8 % (6,4 %), l'Italie 16 % (11,1 %) et le Japon 18,7 % (8,6 %). C'est autant d'argent public qui ne sera pas utilisé pour réaliser des investissements.

*"On estime, avec le niveau relativement bas des taux aujourd'hui, que la note totale des intérêts de la dette dans la zone euro s'élèverait à 275 milliards d'euros (soit deux fois plus que la somme totale des plans de relance)... et il y a des raisons de penser que les taux augmenteront",* indique M<sup>me</sup> Boone.

Dans le pire des scénarios, pourrait-on vivre dans un monde hyper-endetté, où les pays s'achèteraient leurs dettes entre eux ? Oui, répondent les professionnels, mais face à des montants de dette d'Etat considérables, il y aura alors un risque d'éviction tant entre les différents Etats - les Etats aux finances publiques les plus saines seront les plus prisés par les acheteurs de dette - que par rapport à la dette privée, celle émise par les entreprises.